

Zeitschrift: Werk, Bauen + Wohnen
Herausgeber: Bund Schweizer Architekten
Band: 83 (1996)
Heft: 10: Wetten und Bewerben = La course aux concours = Competitors for competitions

Vorwort: Wetten und Bewerben = La course aux concours = Competitors for competitions
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Als in Genf vor sechzig Jahren Architekten mit Entwürfen für den Völkerbundspalast konkurrierten, hatte der Wettbewerb die Bedeutung einer Entscheidung über die Zukunft der europäischen Architekturkultur. Heute stellen die Wettbewerbe zur Diskussion, wer Architekt ist und wer nicht. Würde ein vergleichbares Ausscheidungsverfahren bei anderen Berufsgattungen – Anwälten, Ärzten etwa – durchgeführt, so wäre die Empörung ständischer Verbände von politischer Tragweite, so wie Schulen und Universitäten die Provokation mit dem Understatement des hohen schweizerischen Ausbildungsniveaus entschieden zurückweisen würden.

Wieso protestieren Architekten nicht (oder erfolglos) gegen die berufliche Diskriminierung, als welche die sogenannte – sich nun europaweit etablierende – «Präqualifikation» gelten kann? Eine Qualifikation, die von einem Architekten nicht fordert, dass er Architekt ist, sondern – vor allem – ein Baugattungsspezialist, Designer, Unternehmer und Treuhänder mit vielen Referenzen. Wieso müssen Architekten mehrfach und jeden Tag von neuem beweisen, dass sie ihr Metier beherrschen?

Seit zwei, drei Jahren sind diese Fragen – vor dem Hintergrund einer gesamteuropäischen Regelung der Wettbewerbe – in Diskussion. Die unterschiedlichen Antworten sind bereits auch Ausdruck gespaltener Lager, die ihre Position – je nach institutioneller Referenz und Interessen – berufsständisch, kulturell oder politisch legitimieren (vgl. dazu das Gespräch in der Rubrik «Esplanade», das einen aktuellen Stand vermittelt). Freilich lassen sich vollständige Antworten auf diese Fragen nur vor dem Hintergrund der veränderten ökonomischen, sozialen und kulturellen Rahmenbedingungen des Bauens geben. Gälten sie allein als Massstab, wäre nicht bloss ein historischer Bruch in der Rolle des Architekten festzustellen, sondern im Strukturwandel der Bauaufgaben selbst.

Einesteils schwindet die Macht der Vermittler (zwischen Architekt und Bau-

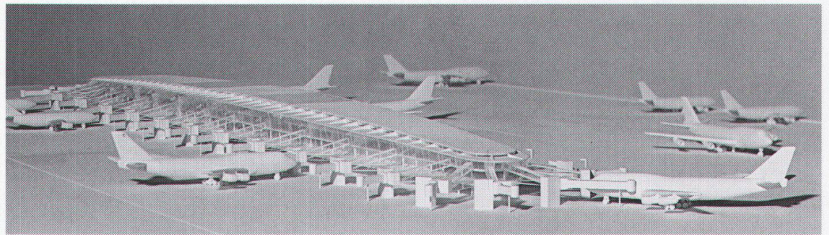
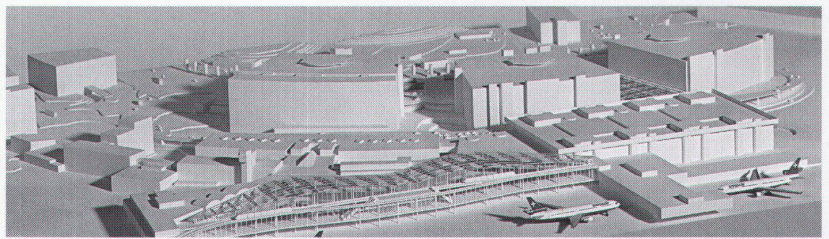
■ Il y a soixante ans, à l'heure où les architectes en compétition pour la construction du Palais des Nations présentaient leur projet, à Genève, le concours qui les opposait avait valeur de décision sur l'avenir de la culture architecturale européenne. Aujourd'hui, les concours sont l'occasion de décider du sort des architectes, de qui est architecte et qui ne l'est pas. Si une même procédure d'élimination était appliquée à d'autres professions – avocats, médecins, etc. – l'indignation des associations professionnelles aurait une portée politique telle que les écoles et les universités crieraient à la provocation face à cette sous-estimation du niveau élevé de la formation en Suisse. Comment se fait-il que les architectes ne protestent pas (ou alors sans succès) contre la discrimination professionnelle que peut représenter ladite «préqualification», aujourd'hui en train de s'établir à l'échelle de l'Europe. Une qualification qui n'exige pas de l'architecte qu'il soit un architecte, mais – avant tout – qu'il soit un spécialiste de la construction, un designer, un entrepreneur et un comptable aux nombreuses références. Comment se fait-il que les architectes doivent prouver, encore et toujours, qu'ils maîtrisent leur métier?

Ces questions sont au cœur des débats depuis deux à trois ans, sur fond de réglementation européenne des concours. Les différentes réponses qui leur sont apportées sont l'expression

même des positions occupées, légitimées – sous l'angle professionnel, culturel ou politique – selon les références institutionnelles et les intérêts de ceux qui les occupent (voir à ce sujet la discussion exposée sous la rubrique «Esplanade», qui dresse un bilan de la situation). Bien sûr, il n'est pas possible de donner de réponses complètes à ces questions sans les replacer dans le contexte des conditions économiques, sociales et culturelles changeantes qui régissent la construction. Si elles seules servaient de critère, on ne constaterait pas seulement une fracture historique dans le rôle de l'architecte, mais une mutation structurelle de la mission même de l'architecture.

D'une part, le pouvoir des intermédiaires (entre l'architecte et le maître de l'ouvrage) est en train de disparaître: l'Etat, les institutions culturelles autonomes ou les mécènes. Ce ne sont pourtant pas les premières victimes de la libéralisation et de la dérégulation croissantes. L'architecture n'est plus en mesure de remplir des fonctions de représentation, qu'il s'agisse de celles de la démocratie, du progrès technique ou du progrès social. La représentation – quand elle ne dépasse pas aujourd'hui d'emblée l'architecture – pourrait ne refléter que l'hétérogénéité et l'individualisme de la société. La perte de la représentation ne doit toutefois pas être placée à égalité avec la disparition de l'architecture. Au contraire, l'architecture commence à s'orienter en

herr): der Staat, autonome kulturelle Institutionen oder Mäzene. Sie sind aber nicht in erster Linie Opfer zunehmender Liberalisierung und Deregulierung. Vielmehr kann Architektur nicht mehr Repräsentationsfunktionen erfüllen – sei es jene der Demokratie, des technischen oder sozialen Fortschrittes. Repräsentation – wenn sie heute Architektur nicht grundsätzlich überfordert – könnte lediglich gesellschaftliche Heterogenität und Individualität spiegeln. Der Verlust der Repräsentation ist aber nicht mit dem Verschwinden der Architektur gleichzusetzen. Vielmehr beginnt sich die Architektur an anderen gesellschaftlichen Werten zu orientieren. Im Vordergrund steht eine Verknüpfung von ökonomischen mit hybriden kulturellen Präferenzen. Angesichts baulicher Überproduktion, die ganze Neubaugebiete zu Brachen machten, wird die architektonische und die bauliche Leistung anforderungskomplexer und differenzierter, was sich in Form von spezifischen Programmen und Bauaufgaben ausdrückt. Insofern wird das Verhältnis von Bauherren(-interessen) und



Flughafenerweiterung Zürich-Kloten
 ■ Extension de l'aéroport de Zurich-Kloten
 ■ Extensions to Zurich-Kloten Airport
 Projekt Grimshaw / Itten + Brechbühl
 Projekt von Gerkan / Hotz

fonction d'autres valeurs sociales. Le premier plan est occupé par un maillage de préférences économiques et culturelles hybrides. Vu la surproduction qui caractérise le bâtiment, laissant des mètres carrés de surfaces inoccupées aux abords des villes, le travail d'architecture et de construction devient à la fois plus complexe et plus différencié, chose qui s'illustre sous la forme de programmes et de tâches spécifiques. D'une certaine manière, le rapport entre maître de l'ouvrage (et intéressés) et architecte a tendance à devenir plus direct et chaque tâche un cas unique.

Ce numéro se penche sur le champ des problèmes décrits à la lumière de trois concours différents zurichois, en pleine actualité. Il s'agit, premièrement, d'un cas classique, compatible avec l'Europe: la cinquième étape de l'extension de l'aéroport de Kloten. Deuxièmement, d'un concours portant sur les études et la réalisation: la construction de logements bon marché aux abords de Zurich. Enfin, d'un concours «privatisé»: les études commandées en vue d'agrandir le Schauspielhaus de Zurich.

La procédure retenue pour sélectionner les bureaux d'architectes auxquels l'aéroport de Zurich-Kloten sera confié est considérée aujourd'hui comme eurocompatible. Elle est même appelée à devenir la forme de concours la plus répandue dans les années à venir. Elle met en lumière les lacunes générales et particulières qui ne man-

queront pas de provoquer des conflits graves avec sa généralisation.

La préqualification signifie forcément privilégiation de bureaux d'architectes qui peuvent faire valoir une longue liste de réalisations. Une vaste expérience professionnelle – c'est l'hypothèse généralement admise – justifie la confiance des maîtres de l'ouvrage. La réflexion n'est pas erronée, mais, appliquée au concours, elle n'est qu'une demi-vérité. Ainsi, les grands bureaux d'architectes, bien établis, ne se laissent guère attirés par des indemnités de l'ordre de 60 000 à 100 000 francs pour les frais d'étude nécessaires à des projets courants, sans parler de projets plus ambitieux, quand d'autres mandats courants paraissent plus importants ou plus «sûrs» (ou lorsque la perspective de remporter le premier prix ou l'exécution du projet est improbable).

Ce concours a lui aussi été l'occasion de calculs incommensurables de la part de bureaux d'architectes de renommée internationale – contraste entre engagement professionnel et exercice obligatoire sous la forme de projets «rapides» et routiniers (ou délégués) qui ne justifient pas l'indemnité demandée. Ce que la préqualification promet – un ensemble de projets de même niveau – peut s'inverser dans la pratique.

Cette réalité ne donne pas seulement motif à colère aux architectes rarement «préqualifiés», elle est aussi un argument parlant en faveur d'une

plus grande concurrence, notamment en ce qui concerne les grands projets, entre les bureaux établis et ceux qui ne sont pas (encore) soumis à une telle pression administrative et commerciale. Non seulement dans l'intérêt de l'égalité (ne serait-ce que partielle) des chances, mais aussi de la chose même.

Certes, élargir la sélection préqualifiante peut servir d'alibi. Seul un jury restant indépendant peut empêcher une discrimination, positive en soi, ce qui soulève la question du pouvoir qui se matérialise sous la forme de conflit d'intérêts entre investissement et culture comme dans la composition du jury. Autrement dit, la préqualification exige une politique de concours plus pointue, posant notamment la question de l'adoption ou de la redéfinition de catégories éthico-professionnelles. La question se pose aussi, ici, de savoir si une procédure de préqualification ne doit pas passer par une idée de projet (description ou sélection d'esquisses) plutôt que par des références (souvent surévaluées, en partie truquées).

Dans le cas de l'ensemble de logements qui doit être construit Stiglenstrasse, dans le quartier de Seebach, à Zurich, il s'agit d'un concours portant sur les études et la réalisation, type de concours qui est appelé à occuper une place certaine en Suisse à la suite de l'entrée en vigueur de la loi et de l'ordonnance fédérales sur les marchés publics. L'ordonnance définit le concours

Architekt direkter und jede Bauaufgabe tendenziell zum Einzelfall. Das beschriebene Problemfeld wird in der vorliegenden Nummer anhand von drei unterschiedlichen aktuellen Wettbewerben im Grossraum Zürich abgesteckt. Es handelt sich erstens um einen klassischen europakonformen Fall, die fünfte Ausbaustapfe des Flughafens Kloten, zweitens um einen Gesamtleistungswettbewerb, der kostengünstigen Wohnungsbau am Stadtrand von Zürich thematisiert, und drittens um einen «privatisierten» Wettbewerb, der Studienaufträge für die Zürcher Schauspielhausweiterung zum Gegenstand hatte.

Das für den Wettbewerb des Flughafens Zürich-Kloten gewählte Selektionsverfahren der Architekturbüros gilt heute als europatauglich und wird wohl in absehbarer Zeit die verbreitetste Wettbewerbsform werden. Es verdeutlicht allgemeine und spezifische Mängel, die im Hinblick auf die Generalisierung dieser Wettbewerbsform erhebliche Konflikte provozieren.

Mit der Präqualifikation verbindet sich zwangsläufig eine Bevorzugung von Architekturbüros, die auf eine möglichst lange Liste von Baurealisierungen zurückblicken können. Eine breite Berufserfahrung – so wird im allgemeinen vermutet – steht für das Vertrauen der Bauherren. Die Überlegung ist nicht falsch, angewendet auf einen Wettbewerb hingegen eine Halbwahrheit. So lassen sich etablierte und grössere Büros von Entschädigungen in der Höhe von 60000 oder 100000 Franken kaum für einen üblichen Projektierungsaufwand – geschweige denn für ein grosses Engagement ködern, wenn andere, laufende Aufträge wichtiger oder «sicherer» erscheinen (oder wenn die Aussicht auf einen ersten Preis beziehungsweise auf eine Projektausführung unwahrscheinlich ist).

Auch bei diesem Wettbewerb war das unternehmerische Kalkül international renommierter Architekturbüros unübersehbar – als Kontrast zwischen professionellem Engagement und Pflichtübungen in Form von

portant sur les études et la réalisation comme une procédure visant à susciter des propositions en vue de la réalisation de tâches clairement définies et à permettre l'adjudication des activités liées à ces tâches. Il s'agit, en d'autres termes, d'une compétition entre des entreprises générales ou complètes, ou encore d'un consortium de bureaux d'études et d'entreprises constitué aux fins d'un projet. Le jury s'assure par ce biais une grande stabilité des coûts, d'autant qu'une offre livrée est contraignante. Le planificateur – et surtout l'architecte – voit monter le risque que la pression des coûts, le manque de communication avec la maîtrise de l'ouvrage et l'excès de prudence des équipes participant au projet empêchent des solutions novatrices et originales.

La contradiction existant entre le profil d'engagement précis nécessaires à un bon appel d'offres dans un concours portant sur les études et la réalisation – ne serait-ce que pour pouvoir comparer les projets et leur prix – et l'objectif déclaré du concours de Seebach – réunir des solutions à la fois novatrices et économiques – ne peut être éliminée que si la conception des logements, c'est-à-dire l'innovation apportée dans les détails et l'exécution, suscite l'unanimité. Il semble qu'un concours portant sur les études et la réalisation livre, pour ce faire, trop peu d'indications précises, mais des hypothèses,

telles que celles qui servent traditionnellement de base à des devis. Sur cette toile de fond, on peut se demander si les économies visées ne devraient pas plutôt être réalisées dans le dialogue mené avec la maîtrise de l'ouvrage, pendant les travaux d'étude, et si la garantie des coûts n'a pas, côté soumissionnaire, des effets plutôt contre-productifs («nivelement vers le bas»).

Les études commandées par le Schauspielhaus de Zurich au sujet du terrain d'Escher Wyss lui ont permis de réunir des propositions pour la création d'un centre destiné à la fois à la culture et à la production. Cinq noms connus localement et internationalement ont dû se former en équipes de projet avec des spécialistes afin de garantir la faisabilité dans cadre étroit. Car, le Schauspielhaus, en négociant avec les propriétaires du terrain, Sulzer-Escher Wyss, d'une part, et en s'assurant la participation de co-utilisateurs potentiels à un stade précoce, de l'autre, a mis de son côté toutes les chances de réalisation rapide du projet, marginalement tributaire des subsides publics. Stratégiquement, le lancement du concours et le financement du projet prévu dans ce quartier industriel évitent les retards et contournent les risques inhérents généralement aux procédures gouvernementales et à un crédit de votation. Pour une institution publique, ce concours «dérégulé» signifie également privatisation de la sélection et des décisions.

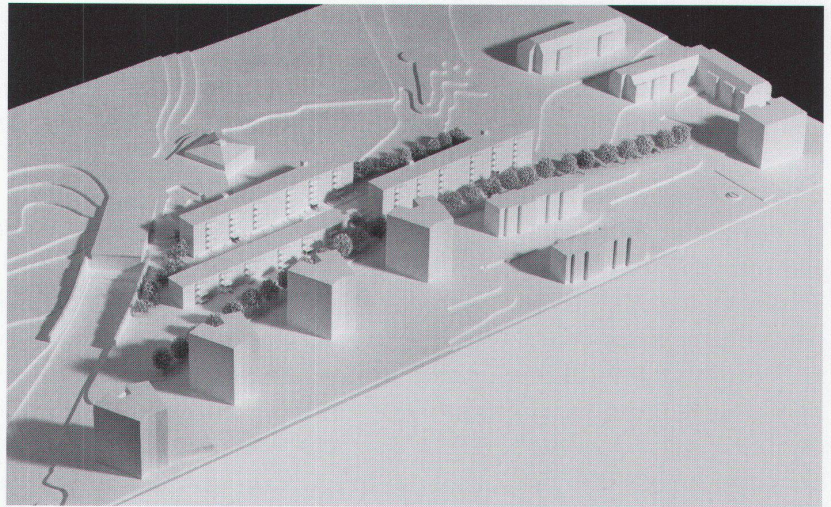
La Réd.

Competitors for Competitions

«schnellen», routinierten (oder delegierten) Entwürfen, die kaum ihre Entschädigung rechtfertigen. Was die Präqualifikation verspricht – ein ausgeglichenes Entwurfsniveau – kann sich in der Praxis ins Gegenteil verkehren.

Dieser Sachverhalt gibt nicht bloss Anlass zum Ärger mässig «Präqualifikationierter», sondern ist ein Argument dafür, dass insbesondere bei grossen Bauaufgaben die etablierten Büros mit anderen in Konkurrenz treten, die (noch) nicht dem unternehmerisch-administrativen Druck ausgesetzt sind. Dies nicht nur im Interesse einer (zumindest partiellen) Chancengleichheit, sondern im Interesse der Sache selbst.

Freilich kann eine Erweiterung präqualifizierender Selektion auch als Alibi dienen. Eine in dem Sinn positive Diskriminierung kann nur ein Preisgericht verhindern, das unabhängig bleibt, was jene Machtfrage stellt, die sich als Interessenkonflikt von Investition und Kultur wie in den Jury-Zusammensetzungen spiegelt. Mit anderen Worten, mit der Präqualifikation ist zwangsläufig eine verschärfte Wettbewerbspoli-



Wettbewerb Wohnüberbauung in Zürich-Seebach, 1996; Projekt der Ortobau Generalunternehmung, Zürich, und Metron Architekturbüro AG, Brugg
■ Concours pour un ensemble de logements à Zurich-Seebach
■ Competition for housing in Zurich-Seebach

■ Sixty years ago, at the time of the competition for the design of the League of Nations headquarters in Geneva, architectural competitions had the significance and import of decisions about the future of the European architectural culture. Nowadays, competitions would appear to be a means of finding out who, and who is not, an architect. Were similar elimination procedures to exist for the other professions – for example law or medicine – the indignation of the professional associations would have far-reaching political consequences, and schools and universities would firmly reject the provocation in terms characterized by the understatement that is a product of higher Swiss education.

Why, then, do architects fail to protest (or at least to protest successfully) at the professional discrimination against them represented by the so-called “preliminary qualification” for competitions which is now becoming established all over Europe? – a qualification which requires an architect to be not just an architect but a specialist in a specific type of building, a designer, an entrepreneur and a trustee with a whole sheaf of testimonials. Why do architects have to prove every day anew that they are masters of their trade?

Against the background of comprehensive European regulations pertaining to competitions, these questions have been the subject of discus-

sion for the past two or three years. The different responses are in themselves the expression of the divided camps which, depending on their institutional context and interests, seek to provide a professional, cultural or political legitimation for their position (see the discussion on the current situation in “Esplanade”). Of course, complete answers to the questions can only be found in the context of the changed economical, social and cultural conditions in the field of architecture and building. Were they to be the only yardstick, it would mean a historical break in the role not only of the architect, but also in the changing structure of the architectural assignments themselves.

Although the power of the mediator – i.e. the state, autonomous cultural institutions or patrons – between the architect and his client would appear to be dwindling to the point of nonexistence, these mediators are not primarily victims of increasing liberalisation and deregulation. The fact is that architecture can no longer fulfil its representational function, either in terms of democracy or of social and technical progress. Representational architecture – even assuming that it is still a feasible concept – can at most reflect social heterogeneity and individuality. But the loss of representation cannot be equated with the disappearance of architecture. Rather, architecture is beginning to take its orientation from other social values with a combination of economic and

hybrid cultural preferences well in the foreground. In the face of overproduction on the building scene which has turned whole areas of new buildings into wasteland, architecture and engineering are becoming more demanding, more complex and more differentiated, a situation which is expressed in specific programmes and building assignments. In this context, the relationship between the client and the architect is becoming closer and more direct, making a single building assignment appear as an isolated case.

This issue of “Werk, Bauen+Wohnen” discusses these problems on the example of three topical competitions in greater Zurich. The first of these is a classical Europe-conform case, the fifth stage of extensions to Zurich-Kloten airport; the second is a competition for the design and construction of low-cost housing on the outskirts of Zurich; and the third is a “privatized” competition consisting of studies for a cultural centre for the Zurich Schauspielhaus theatre.

The selection procedure for the competition for Zurich-Kloten airport is valid today as Europe-conform and may well soon be the most widespread form of architectural competition. It clearly illustrates the general and specific shortcomings which are provoking considerable controversy with regard to the general prevalence of this form of competition.

tik angesagt, die insbesondere die Frage aufwirft, ob berufsethische Kategorien verabschiedet oder neu definiert werden. In diesem Zusammenhang stellt sich auch die Frage, ob ein Präqualifikationsverfahren nicht über die (oft überschätzten, teilweise auch gezinkten) Referenzen, sondern über eine Projektidee (sei es in Form einer Beschreibung oder eines Entwurfes, sog. Skizzenauswahl) erfolgen soll.

Beim Wettbewerb für eine Wohnüberbauung an der Stiglenstrasse in Zürich-Seebach handelt es sich um einen Gesamtleistungswettbewerb, der mit dem Inkrafttreten von Gesetz und Verordnung über das öffentliche Beschaffungswesen des Bundes wohl einen festen Platz im Wettbewerbsgeschehen der Schweiz einnehmen wird. Die Verordnung definiert den Gesamtleistungswettbewerb als Verfahren, das zur Erarbeitung von Lösungsvorschlägen klar umschriebener Aufgaben dienen und die Vergabe der Realisierung dieser Lösung bezwecken soll. Anders ausgedrückt, handelt es sich um eine Konkurrenz unter General- oder Totalunternehmern bzw. eigens zum Zweck eines Projektangebotes gebildeter Konsortien von Planern und Unternehmern. Seitens der Auslober verspricht man sich von diesem Verfahren grössere Kostensicherheit, zumal ein eingeliefertes Angebot verbindlich ist. Seitens der Planer – und vor allem der Architekten – sieht man die Gefahr, dass Kostendruck, unzureichender Dialog mit der zukünftigen Bauherrschaft und mangelnde Risikobereitschaft der beteiligten Projektteams innovative und individuelle Lösungen verhindern werden.

Der Widerspruch zwischen dem für eine korrekte Ausschreibung eines Gesamtleistungswettbewerbs erforderlichen präzisen Anforderungsprofil – um die Projekte mit ihren Preisangeboten überhaupt vergleichen zu können – und dem beim Wettbewerb Zürich-Seebach erklärten Ziel, innovative, kostensparende Lösungen vorgelegt zu bekommen, lässt sich nur dann auflösen, wenn Einigkeit herrscht bezüglich der Wohnkonzept-

The "preliminary qualification" is inevitably connected with a preference for architectural firms which have as long as possible a list of completed commissions to their credit. It is generally assumed that wide professional experience ensures the client's satisfaction. This assumption, although it is not exactly wrong, is only half true in the context of a competition, particularly since large and well-established firms are unlikely to be attracted by remuneration to the tune of 60,000 or 100,000 francs for the creation of a medium-sized – let alone large-scale – project when they have other, seemingly more secure, jobs on hand (or when the prospect of winning the first prize or realizing the project seems unlikely).

In this competition, too, the results of participation by internationally renowned architectural firms were by no means predictable, and there was a noticeable contrast between professionally committed work and compulsory exercises in the form of "quick" routine (or delegated) designs which hardly warranted their remuneration. The aim of the preliminary qualification – a constant level in the quality of the designs submitted – may in practice turn out to achieve the very opposite.

These circumstances not only cause annoyance to moderately "prequalified" architects, they also represent an argument in favour of the participation of both well-established firms and

others which are not (yet) the victims of entrepreneurial and administrative pressure, particularly in the case of large-scale assignments. This would be in the interests not only of equal opportunities (at least in part), but also of the projects themselves.

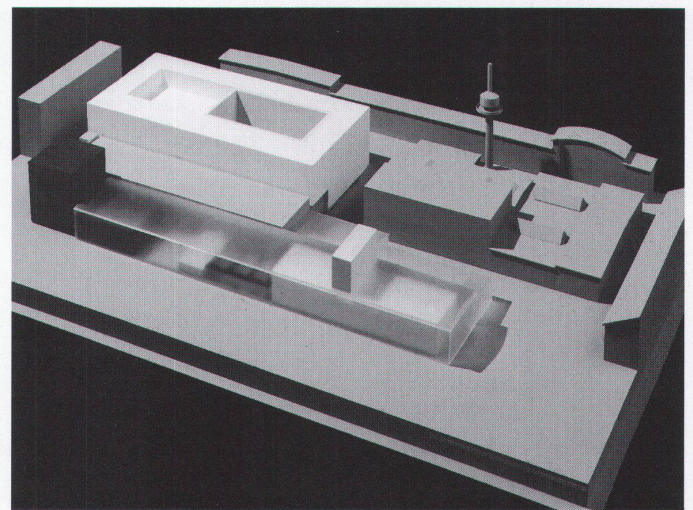
An extension of the prequalified selection could, of course, also be used as a pretext. Discrimination, prejudice and favouritism in competitions can only be prevented by a truly independent jury, and this raises questions about the kind of power which is manifested as a clash of the interests of investment and culture, as well as in the composition of the jury. In other words, the preliminary qualification inevitably heralds an intensified competition policy, and this also poses the question of whether categories relating to professional ethics should be eliminated or redefined. In this context, the question also arises of whether the procedure of preliminary qualification should be based not on (frequently over-estimated and sometimes even not entirely trustworthy) testimonials but on a project idea in the form of either a description or a design.

The competition for housing in Stiglenstrasse in Zurich-Seebach is a competition for design and construction which, with the coming into force of the rules and regulations on public acquisitions by the state, will probably take up an established position in the Swiss competition scene.

tion, wenn also die Innovation in den Detail- und Ausführungsbereich verlegt wird. Dazu wiederum dürfte ein Gesamtleistungswettbewerb zu wenig genaue Angaben, sondern nur Annahmen liefern, wie sie auch traditionellen Kostenschätzungen zugrunde gelegt werden. Es ist vor diesem Hintergrund fraglich, ob die angestrebten Einsparungen nicht eher im Dialog mit der Bauherrschaft, während der Planungsphase, zu erreichen wären, und eine Kostengarantie seitens der Anbieter diesbezüglich kontraproduktiv wirkt («Kostengarantie nach unten»).

Die auf dem Escher-Wyss-Areal durchgeführten Studienaufträge dienten dem Zürcher Schauspielhaus dazu, Vorschläge für die Errichtung eines Kultur- und Werkzentrums im Industriequartier zu erlangen. Fünf lokal und international bekannte Namen hatten mit Spezialisten aus den Bereichen

Statik, Haustechnik, Bauphysik und Kostenplanung Planungsteams zu bilden, um die Umsetzbarkeit der Entwürfe in einem engen Rahmen zu garantieren. Denn die Initiierung dieses Wettbewerbs und die geplante Finanzierung des Vorhabens umgehen strategisch Verzögerungen und Risiken, die mit den üblichen planerischen Abläufen in der Exekutive und einem Abstimmungskredit einhergehen. Das Schauspielhaus sicherte sich durch Verhandlungen mit der Grundeigentümerin Sulzer-Escher Wyss



The regulations define these competitions as a process which serves the development of suggestions for the solution to clearly defined tasks and the award of the commission for the realization of these solutions. In other words, we are dealing with rivalry between general or turnkey contractors and syndicates of planners and contractors specially formed for a specific project. The clients hope to achieve greater cost security through this procedure, particularly since an offer, once submitted, is binding. From the planner's – and above all the architect's – point of view, there is a danger that pressure to keep costs down, insufficient dialogue with the future client and lack of willingness to take risks by the participating project teams will prove to be an impediment to the development of innovative and individual solutions.

The contradiction between the precise requirement profile demanded by the call for tenders within a competition for design and construction (essential for the comparison of the projects and their cost estimates) and the declared aim of the Zurich-Seebach competition, namely the acquisition of innovative, cost-economical solutions, can only be resolved if there is agreement about the overall concept – thus when the innovations are confined to the details and execution. Furthermore, the competition for design and construction is more likely to furnish as-

sumptions than precise information – similar to the basis on which traditional cost estimates are based. Against this background, it must be asked whether it would not be better to achieve the desired savings through dialogue with the client during the planning stage, and whether a cost guarantee by the tenderer is not counterproductive (maximum "discount" guarantee).

The studies carried out on the former Escher Wyss factory site provided the Zurich Schauspielhaus theatre with a direct means of obtaining proposals for the construction of a new cultural and production centre in the industrial zone. The five locally and internationally known names invited had to form planning teams including specialists in order to guarantee feasibility of their designs within a tight budget. As the instructions issued to the competitors and the planned financing of this project in the industrial district of Zurich make clear the client plans to sidestep the delays and risks which go hand in hand with executive procedures and funding determined by vote. Through negotiations with the land owner Sulzer-Escher Wyss on the one hand and the participation of potential users on the other, the Schauspielhaus has ensured quick realization of the project only partly dependent on public financing. For a public institution the "liberalized" competition procedure is also linked with a privatization of the selection and decisions. *Ed.*

einerseits, mit einer Reihe von potentiellen Mitnutzern andererseits eine rasche und nur am Rande auf öffentliche Zuschüsse angewiesene Realisierung des Vorhabens. Dieses für eine öffentliche Institution «deregulierte» Wettbewerbsverfahren ist auch mit einer Privatisierung der Auswahl und Entscheidungen verbunden. *Red.*

Kultur- und Werkzentrum
Schauspielhaus Zürich
Projekt von Ortner und Ortner, Wien
■ Centre de culture et de production
■ Cultural and production centre